DECRET N° 2000/049 DU 15 MARS 2000
Fixant l'échelonnement indiciaire du corps de l'Enseignement Supérieur.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VU la Constitution;
VU le décret n°94/199 du 07 octobre 1994 portant Statut Général de la Fonction Publique de l'Etat
VU le décret n°93/035 du 19janvier 1993 portant statut spécial des personnels de l'Enseignement Supérieur;
VU le décret n°97/205 du 07 décembre 1997 portant organisation du Gouvernement, modifié et complété par le décret n°9 8/067 du 28 avril 1998;
VU le décret n°98/231 du 28 septembre 1998 portant organisation du Ministère de l'Enseignement Supérieur;

DECRETE:

ARTICLE 1.- L'échelonnement indiciaire du corps de l'Enseignement Supérieur est fixé ainsi qu'il suit:

PREMIER GRADE: Chargé de Cours:

Délégué.....	605
Stagiaire.....	665
<u>Deuxième classe:</u>	
1 ^{er} échelon	715
2 ^e échelon.....	785
3 ^e échelon.....	870
4 ^e échelon.....	940
5 ^e échelon.....	1 005
6 ^e échelon.....	1 050
<u>Première classe</u>	
1 ^{er} échelon.....	1115
2 ^e échelon.....	1140
3 ^e échelon.....	1200
<u>Classe exceptionnelle</u>	1240

DEUXIEME GRADE: Maître de Conférences:

Stagiaire.....	715
<u>Deuxième classe:</u>	
1 ^{er} échelon.....	785
2 ^e échelon	870
3 ^e échelon	940
4 ^e échelon.....	1 005
5 ^e échelon.....	1 050
6 ^e échelon.....	1 115
<u>Première Casse</u>	
1 ^{er} échelon.....	1140
2 ^e échelon.....	1 200
3 ^e échelon.....	1 240

Classe exceptionnelle 1 300

TROISIEME GRADE: Professeur:

Deuxième Classe:

1 ^{er} échelon.....	940
2 ^e échelon.....	1 005
3 ^e échelon	1050
4 ^e échelon	1115
5 ^e échelon.....	1140

Première Classe

1er échelon.....	1200
2 ^e échelon	1240
3 ^e échelon	1300
Classe exceptionnelle	1350
Hors échelle :	1 400

ARTICLE 2 Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles du décret n°69/DF/8 du 8 janvier 1969.

ARTICLE 3 Les reconstitutions de carrière découlant de l'application du présent décret sont sans effets financiers rétroactifs.

ARTICLE 4 Le Ministre de l'Enseignement Supérieur, le Ministre chargé de la Fonction Publique et le Ministre chargé des Finances sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'application du présent décret, qui sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence puis inséré au Journal Officiel en français et en anglais./-

Yaoundé, le 15 Mars 2000.

Le Président de la République,
(é)
Paul BIYA